

# INTRODUCTION

Les dates anniversaires sont l'occasion pour les historiens et les éditeurs de revenir sur les événements qui ont marqué notre histoire. Assurément, en 2018, les 50 ans des « événements de Mai 1968 » vont, comme tous les dix ans, apporter leur lot de souvenirs et de témoignages, d'ouvrages, de films, d'expositions... Pour les historiens du temps présent, le recul est suffisant pour apporter leur regard et leurs analyses sur une crise multiforme qui a profondément transformé la France et la société française dans le cadre d'une effervescence qui, partie des États-Unis d'Amérique, a secoué l'ensemble de l'Europe. L'ouverture des archives publiques, souvent sous dérogation, et la masse documentaire accessible (presse, revues, affiches, archives de l'Institut national de l'audiovisuel...) permettent d'éclairer au plus près une période passionnée et passionnante. Au regard des enjeux et des évolutions actuelles, ces années de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle paraissent bien lointaines tout en étant très présentes dans l'imaginaire collectif.

Ce livre va bien sûr traiter de ce qu'il est convenu d'appeler, faute de mieux pour leur définition et leur qualification, « les événements de Mai 1968 » mais avec deux partis pris : une approche régionale qui s'inscrit dans un contexte national, voire international, et un temps plus long qui permet de mieux comprendre l'événement et ses prolongements. En effet, comme de nombreux travaux l'ont depuis longtemps démontré, Mai 1968 ne se déroule pas uniquement à Paris, ni au quartier Latin. D'une certaine façon, si nous voulions être provocateur, en raison d'une mobilisation sans précédent le 8 mai – des dizaines de milliers de personnes défilant sur des revendications propres dans les villes de l'Ouest et surtout en Bretagne –, nous pourrions prétendre que Mai 1968 a commencé dans cette région d'autant plus que Sud-Aviation, la première usine occupée de France le 14 mai, se situe dans la banlieue de Nantes. Cet exercice serait vain tant un faisceau de raisons ont conduit à cet embrasement que nul n'a vu venir. Le choix du cadre régional, celui de la Bretagne historique, donc avec la Loire-Atlantique, et pas seulement celui de la région Bretagne réduite depuis 1941, puis 1955 et 1972 à quatre départements, a sa pertinence. En effet, au-delà d'une identité bretonne qui s'affirme positivement dans les années post-1968, des forces politiques, économiques, sociales, syndicales se sont mises en mouvement depuis plusieurs années avec leurs logiques propres dans ce cadre régional. Dépasant les structures départementales, bon nombre de mouvements et d'organisations se retrouvent dans des instances régionales; ils s'efforcent d'articuler leur action locale ou régionale dans le cadre national. Ce régionalisme qui s'affirme n'est nullement un autonomisme et encore moins un quelconque séparatisme en dépit de l'émergence d'un Front de libération de la Bretagne (FLB) qui fait parler de lui, ou plus exactement de plusieurs FLB successifs. Mais la « question bretonne » qui réapparaît dans de nouvelles configurations ne peut être éludée.

Afin d'éclairer les « événements », le second pari a été de ne pas circonscire cette étude au printemps et à l'été 1968 mais d'analyser ce que, depuis plus d'une vingtaine d'années déjà, les historiens spécialistes de cette période appellent *Les Années 1968*, une séquence qui s'étend sur deux décennies, de la fin de la guerre d'Algérie en 1962 à l'alternance de 1981. Il s'agit d'essayer de comprendre les raisons et les facteurs qui, dans les années 1960, conduisent à ce « moment 1968 » et d'analyser tous les prolongements du « Mai breton » dans la décennie suivante dans le cadre des dynamiques politiques, sociales et culturelles. Alors que la Bretagne donne électoralement, avec quelque raison, l'image d'une région conservatrice et de droite dans les premières années de la Cinquième République, partagée entre un gaullisme dominant et un centrisme démocrate-chrétien influent, des forces minoritaires sont à l'œuvre dans la société, dans les syndicats et les partis politiques, au sein de l'Église et dans le monde de l'éducation. Conscients du retard de développement de leur région, les Bretons et d'abord leurs élites se mobilisent pour obtenir de l'État les moyens de se moderniser dans les domaines agricole, industriel, technologique et universitaire. Tous les registres d'action sont mobilisés dès les années 1960, y compris des démonstrations parfois violentes des agriculteurs dans l'espace public. Après 1968, comme partout en France, grèves et manifestations des lycées aux universités, de la grève du Joint-Français à Saint-Brieuc à la « grève du lait » en 1972, font partie du quotidien au point de donner l'impression d'une agitation quasi-permanente et de laisser dans l'ombre tous ceux – la grande masse – qui travaillent dur pour vivre mieux. Dans le même temps, les Bretons se réapproprient leur langue et leur culture dans un bouillonnement culturel et festif qui transforme l'identité bretonne revendiquée en fierté. Mais ces années fastes durent peu, car la Crise arrive en 1974-1975 même si on n'en mesure pas encore tous les effets.

C'est cette période exceptionnelle que nous avons choisi de traiter en nous appuyant sur une bibliographie déjà conséquente et les travaux de nos collègues géographes, historiens ou politistes, sur les thèses et les mémoires de recherche des étudiants. La richesse et la diversité de l'iconographie proposée ont pour ambition de restituer des paysages, des lieux, mais surtout l'action des acteurs connus ou anonymes. Avoir vécu cette période ne dispense bien sûr pas de la rigueur scientifique de la méthode historique même si l'historien opère toujours des choix. Cinquante ans après Mai 1968, le temps d'une première synthèse historique régionale nous semble être venu.